

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article : 10

Déposée par Madame ou Monsieur : **M. Louis Michel, M. Karel de Gucht, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention**

Qualité : - Membre - Suppléant

- 
1. Lorsque la Constitution attribue à l'Union une compétence exclusive dans un domaine déterminé, celle-ci seule peut légiférer et adopter des actes juridiquement obligatoires, les Etats membres ne pouvant le faire eux-mêmes que par habilitation de l'Union.
  2. Lorsque la Constitution attribue à l'Union une compétence partagée avec les Etats membres dans un domaine déterminé, l'Union **fixe les règles ou coordonne les politiques des Etats membres. L'Union** et les Etats membres ont le pouvoir de légiférer et d'adopter des actes juridiquement obligatoires dans ce domaine. Les Etats membres exercent leur compétence seulement et dans la mesure où l'Union n'a pas exercé la sienne.
  3. L'Union dispose d'une compétence pour coordonner les politiques économiques, **sociales et d'emploi** des Etats membres.
  4. L'Union dispose d'une compétence pour la définition et la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune, y ~~compris la définition progressive~~ d'une politique de défense commune.
  5. Dans certains domaines et dans les conditions prévues par la Constitution, l'Union a la compétence pour mener des actions pour coordonner, compléter ou appuyer l'action des Etats membres sans pour autant remplacer leur compétence dans ces domaines.
  6. L'Union exerce ses compétences pour mettre en œuvre les politiques définies dans la Partie II de la Constitution conformément aux dispositions spécifiques à chaque domaine prévues dans celle-ci.

### Explication éventuelle :

Paragraphe 2 : Les compétences partagées peuvent être exercées soit par l'adoption de règles soit par une coordination des politiques.

Paragraphe 3 : Il convient d'assurer une coordination équilibrée entre la politique économique, sociale et de l'emploi.

Paragraphe 4 : le terme définition progressive, s'il pouvait se comprendre à titre de compromis politique dans une phase antérieure, doit être évité dans le cadre d'une Constitution.